



LA FEDERATION COMMUNIQUE

HAUSSE DU PRIX DU TABAC TAXER LES CONSOMMATEURS ET PRESERVER LES PROFITS ?

Au nom de la lutte contre le tabagisme, le gouvernement annonce une nouvelle série de hausse du tabac pour atteindre rapidement 10 € le paquet de cigarettes.

Une nouvelle fois, ce sont les consommateurs qui vont être mis fortement à contribution et les industriels du tabac pourraient continuer à engranger des profits mirobolants, délocaliser les productions vers les pays à faible salaires, organiser la casse industrielle et jeter des centaines de travailleurs à la rue en toute impunité.

En procédant à la fermeture de l'usine RIOM, dernière usine de cigarettes en France, le groupe Impérial Brands, propriétaire de la SEITA détruirait l'ensemble de la filière Tabacole Française. L'ensemble des cigarettes vendu en France sera importé sans aucun contrôle quant aux adjuvants introduits dans le tabac pour rendre le consommateur dépendant.

C'est par ailleurs ce que souligne le député communiste André Chassaigne qui demande la création d'une " Commission d'enquête parlementaire sur les enjeux de santé publique liés au maintien d'une filière tabacole française et plus particulièrement sur les choix stratégiques du Groupe Imperial Brands".

Les salariés de l'usine SEITA de RIOM, en lien avec les syndicats des planteurs de tabac et les buralistes d'Auvergne se battent aux côtés de la CGT depuis près d'un an pour la défense de la filière tabacole et de leurs emplois. Dans ce sens ils ont fait plusieurs propositions et sont porteur d'un projet de poursuite de l'activité tabacole. Le projet, porté par les salariés repose sur la fabrication de produits du tabac sans adjuvants chimiques, donc le moins nocif possible et le développement et la valorisation du tabac dans d'autres domaines que le tabac à fumer.

Ce projet alternatif permettrait le maintien des emplois à RIOM et assurerait la pérennité de nombreux exploitants agricoles pour lesquelles le tabac représente une activité complémentaire essentielle. Sa mise en œuvre nécessite que les salariés se réapproprient leur outil de production. L'usine de RIOM ainsi que l'ensemble des machines nécessaires à la poursuite de l'activité doit leur être cédé pour l'Euro symbolique, ce que Imperial Brands continue de refuser.

La CGT demande au gouvernement de prendre toutes ses responsabilités pour contraindre Imperial Brands à répondre aux exigences des salariés de RIOM afin de maintenir une filière Tabacole Nationale.

La défense de la santé publique et la lutte contre le tabagisme sont incompatibles avec la course au profit que livrent les géants de l'industrie du tabac. Elle passe par la maîtrise de l'ensemble de la filière Nationale permettant de fabriquer en France, à partir de tabac cultivé en France, condition essentielle pour une réelle traçabilité.

Montreuil,
Le 10 octobre 2017